

# COMMUNITY OF PRACTICE ON CHEMICALS IN PRODUCTS

Organized by the SAICM Secretariat and the University of Cape Town

Numéro: 1 de 2022

Date de discussion: 17 mars 2022

## Résumé des discussions

### **Sujet de discussion: Norme mondiale de transparence minimale intersectorielle pour les produits chimiques dangereux dans les produits - un outil essentiel pour détoxifier les cycles des matériaux .**

La deuxième discussion de la communauté de pratique sur les produits chimiques dans les produits (CiP CoP) s'est concentrée sur « Norme mondiale de transparence minimale intersectorielle pour les produits chimiques dangereux dans les produits - un outil essentiel pour détoxifier les cycles des matériaux ». Cette discussion visait à discuter d'une nouvelle approche pour les normes mondiales minimales de transparence intersectorielle pour les produits chimiques préoccupants à l'échelle mondiale dans les produits comme une étape de transition vers des matériaux non toxiques. Cela aidera à avoir une durée de vie prolongée du produit en combinaison avec une réutilisation/recyclage accru des matériaux et moins de déchets. En retour, cela nous aidera à réduire le besoin de matières premières vierges pour l'économie, réduisant ainsi le besoin de produits chimiques de traitement, d'eau de traitement et d'énergie. Cela signifie moins de destruction des écosystèmes, moins de dépassement de l'utilisation des ressources naturelles et moins d'impact climatique négatif et de pollution.

Pour afficher la présentation PowerPoint de cette discussion, cliquez sur [ici](#).

## À PROPOS DES PRÉSENTATEURS



**Mafoko Phomane, MPH**, Santé publique, est chargée de campagne en santé environnementale à groundWork South Africa. groundwork est un service de justice environnementale à but non lucratif et une organisation de développement travaillant principalement en Afrique australe dans les domaines de la justice climatique et énergétique, du charbon, de la santé environnementale, des hôpitaux mondiaux verts et sains et des déchets.

<https://www.groundwork.org.za>



**Alexandra Caterbow, MS**, science politique, est codirectrice de Health and Environment Justice Support (HEJSupport), une organisation internationale visant à parvenir à un environnement sain et à la justice environnementale pour les personnes. Elle se concentre sur les questions de politique des produits chimiques et des déchets, y compris le genre et les produits chimiques, ainsi que la consommation et la production durables.

<http://hej-support.org>



**Olga Speranskaia, PhD**, Physique, est co-directeur de Health and Environment Justice Support (HEJSupport). Elle travaille sur l'inventaire des sources de pollution, les processus nationaux et internationaux de politique de sécurité chimique, la sensibilisation et l'engagement communautaires.

<http://hej-support.org>



**Andreas Prevodnik** est conseiller principal en politiques pour les polluants chimiques et les produits chimiques au sein de la plus ancienne et la plus grande organisation environnementale de Suède, la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC). SSNC n'a aucune affiliation politique ou autre mais travaille plutôt pour le bien public en termes de normes environnementales les plus élevées.

## DISCUSSION 1 de 2022 - RÉPARTITION DE LA PARTICIPATION

### TOTAL DES PARTICIPANTS POUR 2022

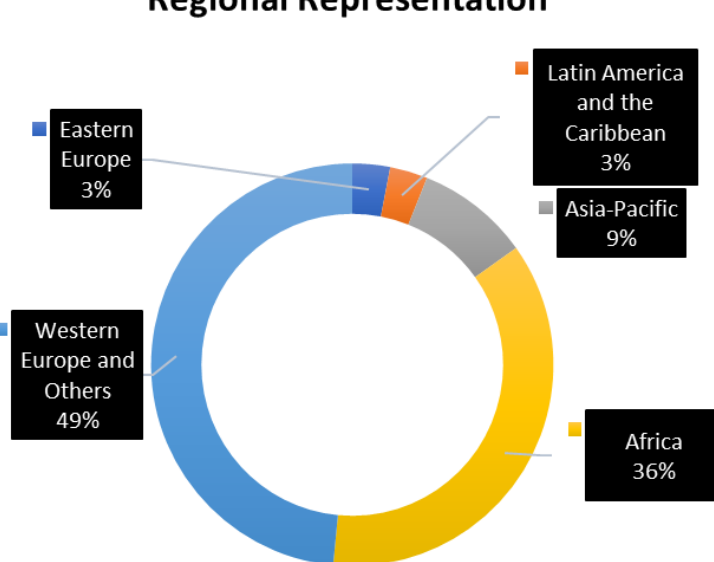
DISCUSSION 1: 33

Femme – 52 %

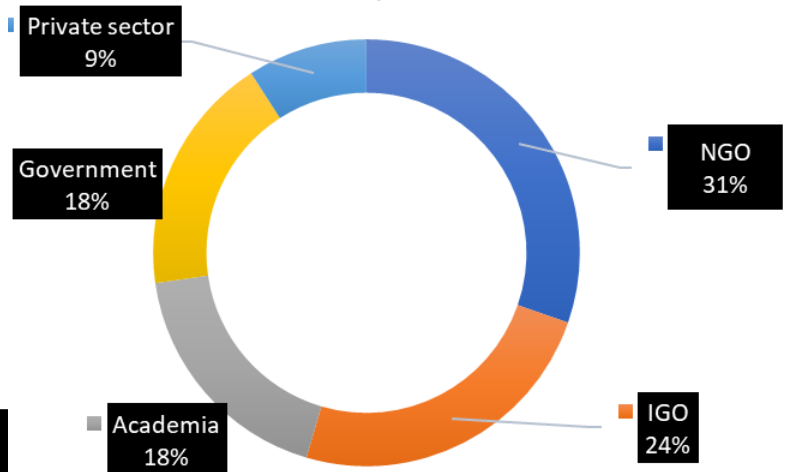
Homme – 42 %

Inconnu – 6 %

### Regional Representation



### Sector Representation



Clé:

OIG – Organisation intergouvernementale  
ONG – Organisation non gouvernementale

# Communauté de pratique sur les substances chimiques dans les produits 2022

## Discussion 1

### Résumé et prospective

Diverses initiatives contribuent à garantir que les produits ne contiennent pas de produits chimiques toxiques. Cependant, tous ont des défis. Par exemple, les programmes de transparence volontaire de l'industrie se concentrent sur la transparence pour un nombre réduit de parties prenantes au sein de la chaîne d'approvisionnement, ce qui est un obstacle à une gestion saine du cycle de vie des matériaux et des produits. En outre, les programmes de transparence volontaire par l'industrie se traduisent par de multiples normes parallèles, et les informations sur la composition chimique des matériaux/produits restent avec le certificateur. De plus, se conformer à ces diverses normes peut être un défi pour les petites et moyennes entreprises et les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) avec des réglementations et une application moins strictes en matière de produits chimiques.

Le Global Minimum Transparency Standard (GMTS) est un outil permettant aux entreprises de divulguer les produits chimiques dangereux dans leurs produits tout au long du cycle de vie du produit. Il est destiné à contribuer à l'égalité d'accès à l'information pour toutes les parties prenantes, quel que soit le pays et à l'intérieur et à l'extérieur des chaînes d'approvisionnement. C'est une étape vers une réglementation plus stricte ou même une élimination complète des produits chimiques dangereux menant à la sécurité mondiale de la santé humaine et de l'environnement.

L'idée d'une norme mondiale minimale de transparence pour les produits chimiques dangereux dans les produits aide à surmonter les défis susmentionnés ainsi que d'autres défis liés à la divulgation des produits chimiques dans les produits. Il met en place les conditions de divulgation d'informations sur les produits chimiques toxiques à l'intérieur et à l'extérieur des chaînes d'approvisionnement des matériaux et des produits ; aide à éliminer les doubles standards et, en même temps, relève le défi du commerce sur Internet. Ceci est réalisé en mettant en place des conditions pour une comptabilisation harmonisée des produits chimiques dangereux dans les produits proposés sur les plateformes en ligne et dans différentes juridictions et secteurs. C'est un outil pour améliorer l'accès à l'information et une étape vers une interdiction progressive des produits chimiques dangereux dans les produits. Pour plus l'information, Veuillez vérifier <https://www.globalchemicaltransparency.org/>.

Le GMTS couvre la même gamme de produits que le programme SAICM Chemicals in Products (CiP). Cependant, le champ d'application chimique du GMTS se concentre initialement sur les produits chimiques qui sont reconnus comme des produits chimiques « préoccupants au niveau mondial/préoccupants » par les conventions chimiques ou la législation régionale progressiste. Il est également envisagé d'être un niveau de vie. Une fois que les conventions sous-jacentes et la législation régionale seront mises à jour, le GMTS le sera aussi, et il pourra également être étendu au-delà des produits chimiques réglementés si nécessaire. Le GMTS proposé soutiendra néanmoins directement le programme CiP.

## ANNEXE

### RÉSUMÉ DÉTAILLÉ DE LA DISCUSSION :

**Avis de non-responsabilité :** les informations contenues dans ce résumé représentent les opinions des membres participant de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Secrétariat de la SAICM, du FEM ou de l'UCT, et la citation de noms commerciaux ou de processus commerciaux ne

### LA DISCUSSION A ÉTÉ STRUCTURÉE AUTOUR DE TROIS QUESTIONS ET LES APPORTS CLÉS DES PARTICIPANTS SONT PRÉSENTÉS SOUS CHAQUE QUESTION :

**Q1. Dans votre secteur ou votre organisation, quels sont selon vous les enjeux clés pour assurer la fiabilité des informations fournies pour la prise de décision ?**

Pays	Réponses des participants
<b>BRÉSIL</b>	- Il y a de nombreux avantages si cela se produisait au Brésil : pour la protection de la santé humaine et des ressources naturelles. Actuellement, il n'y a pas de registre des produits chimiques et peu d'informations sont disponibles pour le consommateur.
<b>BOTSWANA</b> (GOUVERNEMENT)	- La divulgation aidera à améliorer les campagnes d'éducation et de sensibilisation du public, en particulier sur les produits contenant des POP.
<b>ALLEMAGNE</b> (OBNL)	- Comme il a déjà été noté, la divulgation d'informations sur les produits chimiques dangereux dans les produits aidera à identifier les produits contenant des produits chimiques dangereux et à déterminer les composants du produit qui contiennent de tels produits chimiques. Pour les produits contenant du mercure, par exemple, cela est très important car certains produits (par exemple ceux énumérés à l'annexe A de la convention de Minamata), comme les piles et les interrupteurs électriques, peuvent faire partie de produits plus complexes, allant des appareils électriques et électroniques aux jouets. - Les informations indiquant qu'un produit ne contient pas de produits chimiques toxiques ou qu'il est non toxique sont insuffisantes pour permettre aux consommateurs de prendre la bonne décision. - Les consommateurs sont confrontés à un manque de transparence dans de nombreux pays. Par exemple, alors que le mercure dans les cosmétiques et les pesticides est soumis aux exigences du SGH et pourrait être divulgué à l'intérieur et à l'extérieur de la chaîne d'approvisionnement via une liste d'ingrédients, pour les produits ou articles manufacturés, les exigences de transparence pour les informations sur le mercure n'existent pas.
<b>NÉPAL</b> (ONG)	- C'est le seul moyen d'obtenir des informations sur le produit auprès d'un consommateur. - La vie et la santé des personnes peuvent être protégées par la divulgation complète des informations.
<b>LA SUÈDE</b> (OBNL)	- Si la transparence de la composition des produits chimiques était obligatoire au niveau multilatéral, aucun pays n'aurait à mettre en place ses propres systèmes et bases de données. Cela signifie que, par exemple, au Brésil, où peu d'informations sont actuellement disponibles, les marchandises importées obtiendraient automatiquement ces informations étiquetées sur les marchandises.
<b>TUNISIE</b> (GOUVERNEMENT)	- Il n'existe que pour quelques produits en Tunisie pour informer le consommateur de l'absence de certains produits chimiques dangereux dans quelques produits.
<b>ROYAUME-UNI</b> (GOUVERNEMENT)	- Il y a des problèmes avec les POP dans les déchets. La divulgation des substances chimiques présentes dans les produits pourrait aider à l'avenir à séparer les produits contenant des POP ou aider à prévoir quels flux de déchets pourraient poser problème à l'avenir. - Il y a eu quelques bonnes pratiques au Royaume-Uni avec les déchets de bois - les exploitants de déchets travaillant avec les fournisseurs pour élaborer des directives sur les produits contenant des produits chimiques dangereux. Une plus grande transparence/traçabilité y contribuerait à l'avenir.

- Les fournisseurs sont-ils heureux de divulguer même au sein des chaînes de valeur ? Questions de propriété intellectuelle et de concurrence. Et nous devons également penser à l'étape des déchets - l'accès pour les opérateurs de déchets.
- La transparence et la divulgation complète des matériaux sont des normes d'or, mais les problèmes liés à la communication des informations d'une manière qui est utile aux fournisseurs/consommateurs/exploitants de déchets. (Problème coût/bénéfice).

**Etats-Unis  
(PRIVÉ)**

- Certaines industries poursuivent plus activement que d'autres.
- Les plateformes Internet sont un enjeu majeur (aucune responsabilité) et sont devenues un refuge pour les produits contrefaits et dangereux.

**AUTRE**

- Le secteur de la vente au détail doit actuellement s'appuyer sur des listes de substances restreintes pour s'assurer qu'il y a des produits chimiques préoccupants dans les produits qu'ils achètent pour les revendre. Cependant, ils ne savent pas ce qui est utilisé à la place et ne savent pas quelle est leur vulnérabilité aux nouveaux dangers découverts ou aux nouvelles réglementations mises en place (par exemple, avec les PFAS). Par conséquent, une plus grande transparence aiderait à cela.

**NOTES DU  
PRÉSENTATEUR :**

- Dans l'UE, nous avons la base de données SCIP, qui devrait aider les gestionnaires de déchets et les consommateurs à savoir ce que sont les SVHC dans les produits
- La divulgation en dehors de la chaîne d'approvisionnement est importante pour que les décideurs politiques et les consommateurs puissent accéder à leur droit de savoir.

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative.

**Sondage 1 Résultats(N=15) :**

**Votre pays/organisation envisage-t-il de développer une économie circulaire pour une approche non toxique du cycle sûr des matériaux ? (n=15)**

Oui – 12 (80 %)
Non –0 (0 %)
Pas sûr -- 3 (20 %)

**Réponses**

**Arménie**

- "Jusqu'à présent au niveau des activités de formation par des organisations internationales conjointement avec le gouvernement, par exemple, en 2021- séminaires professionnels "Pratique de mise en œuvre d'une économie circulaire ", financés par l'Union européenne dans le cadre d'actions pour l'environnement, pour promouvoir l'UE financé par le PNUD (ONUDI) et la composante Production économe en ressources et plus propre (RECP) mise en œuvre par le bureau arménien du Centre environnemental régional pour le Caucase (REC Caucasus Armenia). Il est conçu pour stimuler les activités des PME en améliorant leur comportement environnemental et l'efficacité de leurs ressources.

**Bostwana**

- « En septembre 2021, le Botswana a approuvé la politique de gestion intégrée des déchets, axée principalement sur la promotion de l'économie circulaire. Cela a été lancé au public le 10 mars 2022 pour appréciation et adoption par le secteur privé ».

**Brésil**

- "Oui. Les plastiques recyclés dans les produits ont été testés positifs pour les substances toxiques (projet Arnika, il y a quelques années).

**Allemagne**

- "Allemagne - pas sûr d'un plan national. Il y a quelques initiatives au niveau de l'UE pour l'avenir.

**Suède**

- "Certaines entreprises textiles et entreprises de meubles divulguent désormais des informations concernant certaines substances chimiques dans leurs produits."

**ROYAUME-UNI**

- "Un travail continu autour de l'économie circulaire et de la gestion des substances dangereuses tout au long de leur cycle de vie"

**Sondage 1 Résultats suite.(N=15) :**

**Votre pays/organisation envisage-t-il de développer une économie circulaire pour une approche non toxique du cycle sûr des matériaux ?**

**Autres pays**

- "Oui. L'Union européenne a lancé un plan d'action pour l'économie circulaire couplé à une stratégie chimique pour la durabilité pour y contribuer. Je suis basé au Royaume-Uni et des approches similaires sont à l'étude.
- "Il y a beaucoup de battage médiatique sur l'importance du concept d'économie circulaire, mais peu ou pas de discussions sur une économie circulaire non toxique."
- « Plusieurs processus politiques sont en cours dans l'UE. Maintenant, nous devons également les rendre non toxiques.

**Sondage 2 Résultats(N=9) :**

**Existe-t-il des preuves de contamination de la chaîne de valeur par des produits chimiques dangereux issus du recyclage des produits ?**

**Trouvé des preuves**

- "Une étude sur les jouets au Népal par le CEPHEd et l'IPEN a révélé qu'ils étaient contaminés par du Penta et de l'Octa BDE, ce qui est une preuve claire de la chaîne de valeur contenant des produits chimiques dangereux au Népal."
- "État des preuves actuelles de la contamination dans la chaîne de valeur du PET.  
<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0304389422001984>"
- "Nous avons également trouvé des phtalates dans des jouets en plastique, des fournitures scolaires comme Eraser"
- "Oui, cela peut arriver (par exemple, les retardateurs de flamme bromés dans le polystyrène), mais il existe des technologies pour éliminer le retardateur de flamme avant le recyclage."
- « Les POP dans le plastique des déchets électriques et dans les déchets d'ameublement. Substances dangereuses dans les déchets de bois. Des travaux ont été/sont entrepris dans tous les cas.
- "Certains incidents, mais pas un problème répandu. Une source de recyclage propre est essentielle pour éviter cela. Vous devez savoir d'où vient votre matériau."
- "Nous avons vu des cas d'initiatives de mise à l'échelle de plastiques contenant des niveaux élevés de CoC."
- "Oui, par exemple, des résidus de retardateurs de flamme (HBCD) dans les plaques isolantes en polystyrène."
- "Arménie : pas de décharges spéciales pour les substances dangereuses (en particulier les plus élevées, 1ère classe de danger), ce qui conduit à un déversement et à une accumulation incontrôlés."

**Réponses des chats**

**Etats-Unis**

- "Oui. Un mauvais étiquetage ainsi qu'un recyclage inapproprié en sont la principale cause."
- "De plus, le volume de matériaux à recycler est un gros problème."
- "Les plates-formes Internet sont un problème majeur - aucune responsabilité et sont devenues un paradis pour les produits contrefaits et dangereux".

**Tunisie**

- "Oui, l'utilisation de matériaux recyclés dans des produits qui ne sont pas autorisés à en avoir"
- "Ici, je pense que la meilleure façon est d'étiqueter comme "sans plomb", "sans mercure" "sans solvants organiques" dans certains produits mais en Tunisie, nous n'avons que quelques exemples comme la colle utilisée à l'école".

**Résultats du sondage 2 (suite)(N=9) :**

**Existe-t-il des preuves de contamination de la chaîne de valeur par des produits chimiques dangereux issus du recyclage des produits ?**

**Commentaire du présentateur**

- "Le recyclage n'est souvent pas la solution miracle pour résoudre les problèmes liés à l'économie circulaire, car il peut prolonger l'utilisation de produits chimiques nocifs, souvent sans savoir dans quels produits ils sont utilisés."

**Questions aux présentateurs**

Népal

- « Peut-on faire de l'économie circulaire VERTE ? »

Autre

- Comment fournir un contexte approprié pour que les consommateurs prennent des décisions, même avec une divulgation complète des informations ? Les noms chimiques ne signifient rien pour la plupart des gens.

Réponse

- "Oui, nous pouvons créer une économie circulaire sûre si nous avons de la transparence pour au moins les produits chimiques dangereux, à condition que les informations soient partagées avec toutes les parties prenantes du cycle de vie des produits."



**Q2. Quelles initiatives de divulgation des produits chimiques toxiques dans les produits connaissez-vous dans votre pays ou région ? Quels défis et avantages ces initiatives présentent-elles pour les régulateurs, les détaillants, les consommateurs et les recycleurs dans votre pays ?**

Pays	Réponses des participants
<b>ARMÉNIE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Arménie est membre de l'Union eurasiennne. La Commission économique eurasiennne établit des exigences juridiquement contraignantes pour les sujets de réglementation technique sur le territoire de l'Union, par exemple, les produits chimiques dans les jouets pour enfants, les produits chimiques dans les peintures, etc.</li> <li>- Les 4 conventions sur les produits chimiques : par exemple, l'Arménie est partie à la Convention de Rotterdam, la Convention de Stockholm a également une annexe sur les substances interdites, etc. En tant que partie, l'Arménie doit s'y conformer.</li> </ul>
<b>BRÉSIL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au Brésil, à l'exception de certaines législations existantes spécifiques, qui ne couvrent pas de nombreuses substances et de certaines législations sur la logistique inverse des déchets dangereux, rien à l'horizon n'indique une innovation dans ce sens.</li> <li>- Au Brésil, seules les initiatives de la société civile sont connues. Des défis importants sont la sensibilisation des consommateurs/citoyens pour exiger le respect de leurs droits, ainsi que la nécessité d'une législation restrictive et mise en œuvre.</li> </ul>
<b>ALLEMAGNE (OBNL)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans l'UE, les cosmétiques doivent divulguer presque tous les ingrédients. C'est un énorme avantage pour les consommateurs, en particulier pour ceux qui veulent ou doivent éviter certains ingrédients. Cela montre que la divulgation complète n'est une menace pour aucun secteur de produits, et en même temps très utile, également pour les décideurs politiques.</li> </ul>
<b>NÉPAL (ONG)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La loi sur le droit à l'information ainsi que le droit constitutionnel fondamental à l'information sont en place. Nécessite une mise en œuvre efficace au Népal. Ce n'est pas le cas pour la plupart des autres juridictions, car elles n'ont généralement aucun contrôle sur les produits vendus en ligne.</li> <li>- L'étiquetage des produits chimiques concernant les préoccupations sanitaires et environnementales devrait être obligatoire tout au long du cycle de vie.</li> <li>- L'étiquetage est obligatoire mais il n'est pas toujours obligatoire pour ses constituants chimiques.</li> </ul>
<b>AUTRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SCIP est l'initiative la plus évidente de l'Union européenne, comme déjà mentionné dans la présentation.</li> <li>- Le SCIP est légalement promulgué en vertu de la directive-cadre sur les déchets plutôt qu'en vertu des dispositions réglementaires sur les produits chimiques de REACH. Par conséquent, il existe certaines différences dans l'utilisation de la nomenclature.</li> </ul>
<b>LA SUÈDE (OBNL)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une approche harmonisée du partage des informations sur la composition chimique et les exigences minimales de divulgation serait utile.</li> </ul>
<b>ROYAUME-UNI (GOUVERNEMENT)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs initiatives sectorielles (par exemple, I4R pour l'électronique). Le défi pour les producteurs/fournisseurs d'obtenir des informations sur le contenu chimique à partir de chaînes d'approvisionnement parfois complexes. Le défi pour tous les autres consiste à utiliser l'information, par exemple le traitement de gros volumes de déchets.</li> <li>- SCIP est une grande initiative dans ce domaine. Y a-t-il des indications que les consommateurs ou les exploitants de déchets utilisent les informations ?</li> <li>- La définition REACH est utile, je suppose que c'est ce sur quoi nous nous concentrons : "un article est défini dans REACH comme "un objet qui, au cours de la production, reçoit une forme, une surface ou un dessin particulier qui détermine sa fonction dans une plus grande mesure que son composition chimique".</li> </ul>
<b>Etats-Unis (PRIVÉ)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La toxicité des produits et des matériaux doit être rendue disponible quel que soit le mode de vente (en ligne ou au détail) ou le mode de transport. La conservation des informations localement lorsqu'un produit est vendu dans le monde entier est également un problème.</li> <li>- Dans plusieurs États américains, il existe des exigences de divulgation pour une liste précise de produits chimiques préoccupants. Semblent créer un fardeau administratif pour les producteurs mais ne semblent en aucun cas profiter aux consommateurs. Ceux-ci ne divulguent que du contenu sans contexte ni information d'exposition potentielle.</li> </ul>

- De nombreux formulateurs et entreprises de produits hésitent à divulguer les informations sur les ingrédients car il s'agit de leur propriété intellectuelle. Par conséquent, nous développons une plate-forme où les fournisseurs peuvent fournir en toute sécurité les informations sur les ingrédients, obtenir une analyse pouvant être certifiée et les fabricants peuvent accéder à cette analyse certifiée. Cela permettra aux fabricants de s'assurer qu'ils vendent des produits qui sont au sein du gouvernement. lignes directrices sur la toxicité admissible. Et le gouvernement. peut surveiller l'élimination/le recyclage des produits toxiques.

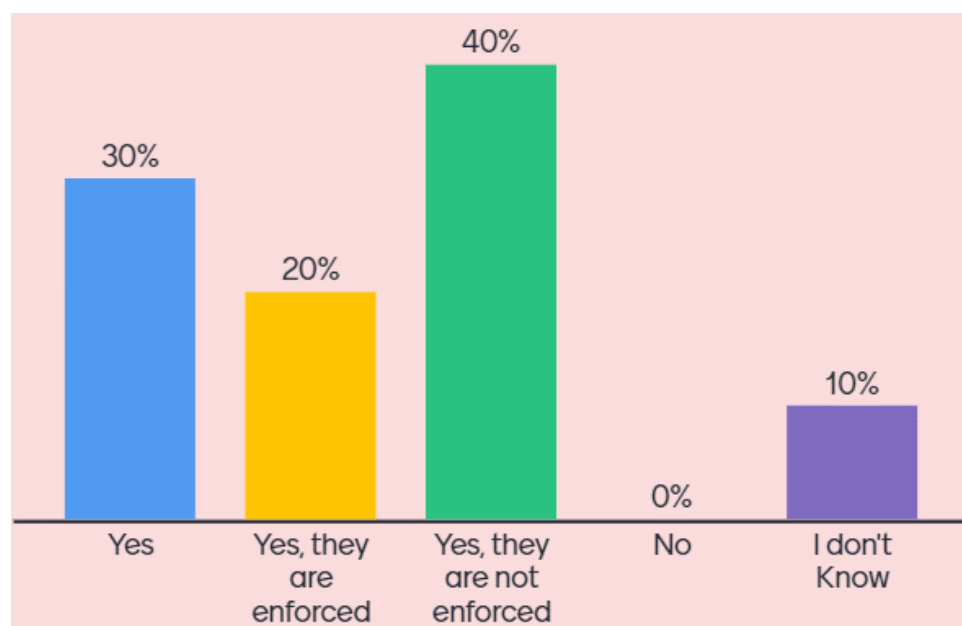
**NOTES DU PRÉSENTATEUR :**

- L'UE a conclu des accords volontaires avec certaines grandes plateformes pour coopérer avec l'UE afin de cartographier les chaînes d'approvisionnement des produits non conformes au droit de l'UE et de se référer régulièrement au registre RAPEX de l'UE, qui contient des informations sur les produits déjà identifiés comme non conformes et nuisible. Protège les consommateurs de l'UE, mais est loin d'être complet.
- Pour en revenir au commerce électronique, les plates-formes Internet ne savent pas quelles informations sur le contenu chimique elles doivent demander, car il existe de nombreuses normes et législations nationales à respecter.
- Depuis janvier 2021, la base de données SCIP affiche 7 millions de notifications d'articles consultables, provenant de près de 7 000 entreprises de toute l'UE.
- Les conventions existantes sur les produits chimiques telles que la Convention de Stockholm sur les POP ou la Convention de Minamata sur le mercure n'ont pas d'exigences formelles de transparence. La seule exemption à ce jour concerne le retardateur de flamme Hexabromocyclododécane (HBCD) dans les matériaux d'isolation recyclés.

*Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative.*

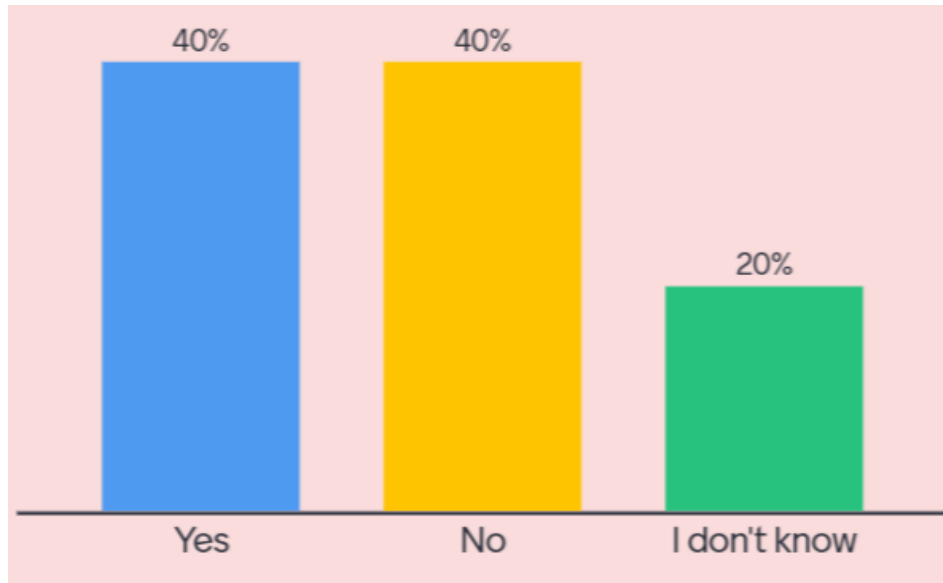
**Sondage 3 Résultats(N=10) :**

**Existe-t-il des normes/législation nationales pour divulguer l'identité des produits chimiques dans les produits disponibles dans votre pays ? Sont-ils appliqués ?**



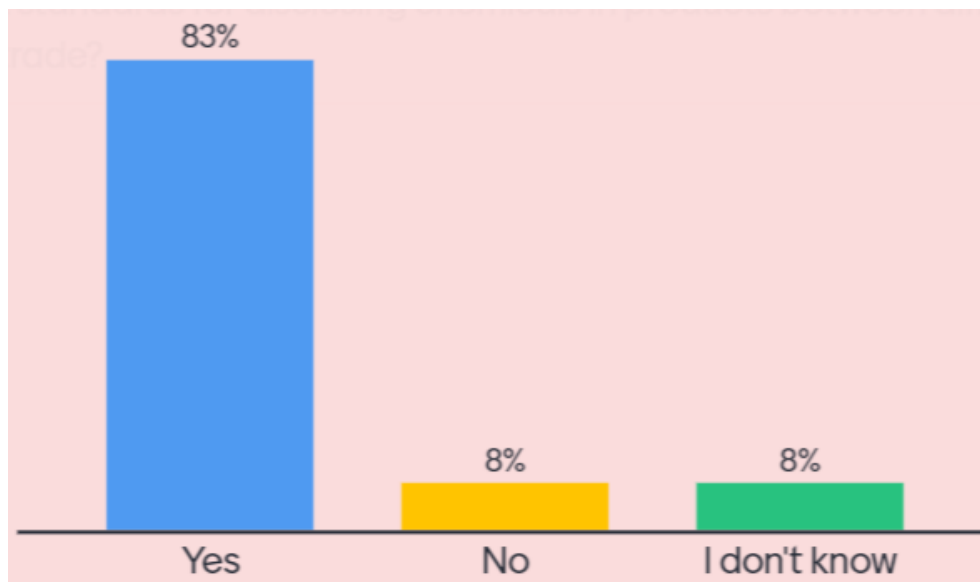
**Sondage 4 Résultats(N=10) :**

S'il existe des normes industrielles pour divulguer l'identité des produits chimiques dans les matériaux dans votre pays, sont-elles utiles pour la gestion du cycle de vie ?



**Sondage 5 Résultats(N=12) :**

Pensez-vous que le fait d'avoir des normes différentes pour la divulgation des substances chimiques dans les produits entre différents secteurs et pays complique le commerce ?



**Brésil**

- « Je ne connais que les initiatives de la société civile. Les défis importants sont la sensibilisation des consommateurs/citoyens pour exiger que leurs droits soient respectés, et la législation restrictive et mise en œuvre »

**Etats-Unis**

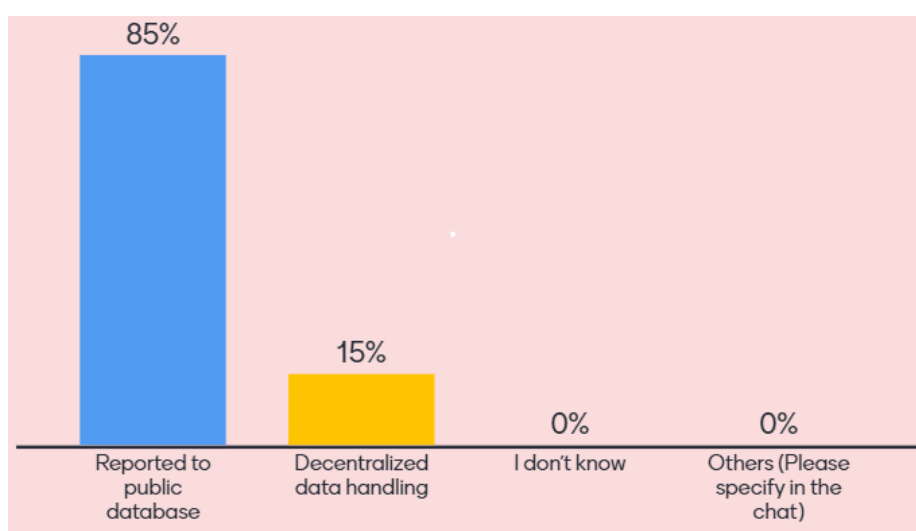
- « Il y a des réglementations lâches, difficiles à appliquer. Aux États-Unis, certains États divulguent plus ouvertement que d'autres.

### Q3. Quelle est la meilleure approche pour construire la norme mondiale de transparence minimale ?

Pays	Réponses des participants
<b>ARMÉNIE</b> (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les approches douces et dures vont en parallèle. Il existe déjà des produits qui devraient être interdits, le plomb dans la peinture en est un exemple.</li> <li>- Le regroupement des produits chimiques accélérerait le processus, les risques pour la santé étant le critère principal.</li> <li>- Les considérations de genre devraient également faire partie de la discussion - donc, en effet, s'entendre sur les objectifs de la SAICM serait utile.</li> </ul>
<b>BRÉSIL</b> <b>NÉPAL</b> (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un mécanisme contraignant dans la SAICM post-2020.</li> <li>- Amener l'OMC ainsi que les pays parties à maintenir des normes minimales de transparence en les rendant obligatoires.</li> <li>- Une norme volontaire est une approche préférable, du moins pour commencer. Les produits chimiques sélectionnés doivent être basés sur le risque, et non sur la simple présence, ou sur le profil de danger uniquement.</li> </ul>
<b>AUTRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des cibles et des indicateurs qui peuvent être intersectoriels peut également aider à intégrer une telle norme.</li> </ul>
<b>Etats-Unis</b> (PRIVÉ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demander aux entreprises de fournir l'analyse de la toxicité de leurs produits sera moins intrusif et plus facile à mettre en œuvre (comme l'analyse GHS). En outre, une directive mondiale sur la manière de mesurer et sur le type de toxicité à mesurer au minimum sera utile (actuellement insuffisante).</li> </ul>
<b>ROYAUME-UNI</b> (GOUVERNEMENT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le problème avec l'accent mis sur le risque ici est de savoir comment comptabiliser les substances héritées (par exemple, les retardateurs de flamme qui finissent par être répertoriés comme POP, se retrouvent comme déchets 40 ans plus tard...).</li> </ul>
<b>NOTES DU PRÉSENTATEUR :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les produits chimiques que nous suggérons de commencer à inclure dans la norme sont des substances extrêmement préoccupantes. Pour certains, comme les cancérigènes, il est impossible de déterminer des limites de sécurité. Ainsi, nous croyons que l'approche par les risques est la plus appropriée dans ce cas.</li> </ul>

#### Sondage 6 Résultats (N=12) :

Selon vous, quelles sont les meilleures options pour la gestion des données divulguées sur les substances chimiques contenues dans les produits ?



#### Arménie

- Un système transparent appartenant au gouvernement.
- La participation de la société civile, des travailleurs et du milieu universitaire est nécessaire pour la gestion de la base de données

#### Autre

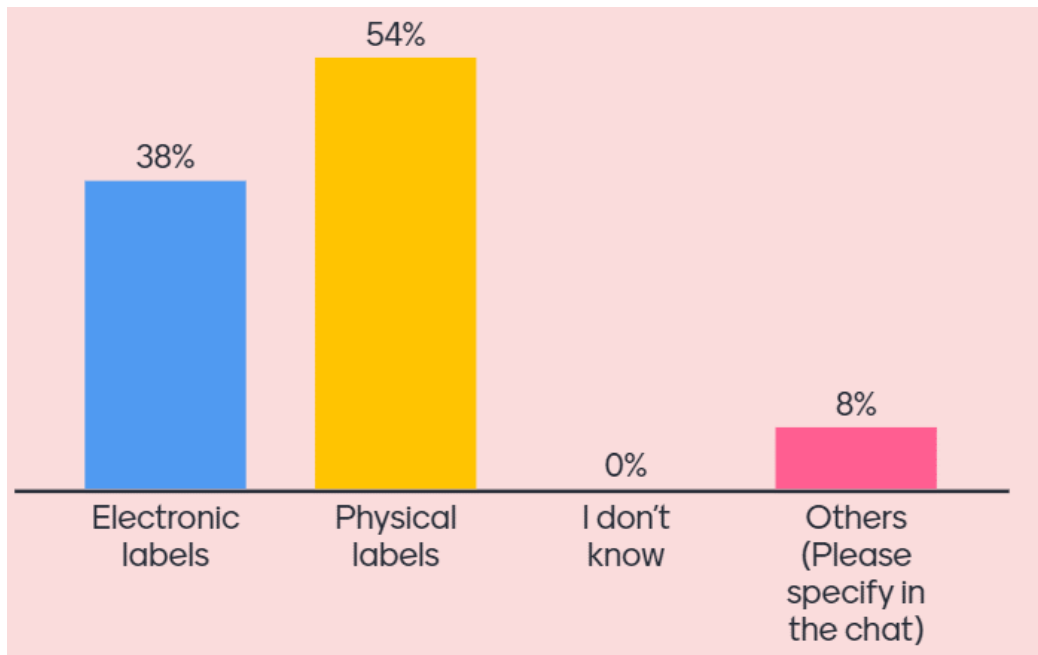
- Les ministères concernés pourraient être les propriétaires du contrôle des données publiques ?

#### Commentaires du présentateur

- Nous pensons que l'IOMC pourrait être l'hôte de GMTS
- L'IOMC pourrait être l'hébergeur de la base de données.

### Sondage 7 Résultats(N=13) :

Quelle est la meilleure approche pour divulguer les substances chimiques présentes dans les matériaux et les produits dans votre pays ?



#### Népal

- Renforcement de notre campagne de sécurité chimique

#### Tunisie

- Je pense que le sujet dont nous discutons aujourd'hui est compliqué car il dépend des problèmes de sensibilisation aux risques et dangers dans chaque pays ou région
- Même avec des étiquettes physiques ou électroniques, il y a un gros problème avec la petite police des étiquettes
- Autre problème : il existe des milliers de produits chimiques dangereux, lequel est le plus dangereux ? qui sera prioritaire.
- Je pense que la principale responsabilité incombe à l'industrie qui doit être plus transparente et penser davantage à la santé et à l'environnement.

#### ROYAUME-UNI

- La meilleure approche varie probablement en fonction du produit. Les étiquettes électroniques pour les produits de grande valeur et à cycle de vie long pourraient avoir un sens, par exemple, les gros appareils électroniques comme les réfrigérateurs
- Les puces RFID pour les produits à cycle de vie plus court et à faible valeur semblent rencontrer des problèmes.
- Je suppose que les problèmes de propriété intellectuelle sont en partie la raison pour laquelle SCIP se concentre sur REACH SVHC (déjà les exigences de communication de la chaîne d'approvisionnement en vertu de REACH A.33).

#### Autre:

- Que les étiquettes physiques soient plus faciles à falsifier.
- La création d'une liste de produits chimiques préoccupants a un problème de périmé très rapidement. Avec des millions de produits chimiques introduits en permanence, une mesure et une analyse systématiques basées sur le produit chimique seront les meilleures (comme l'analyseur chimique de ViridisChem). Et la certification des produits qui utilisent des substances hautement toxiques devrait être une exigence.
- La connexion automatique des listes de produits chimiques hautement toxiques avec une analyse harmonisée du SGH sera très utile
- Les étiquettes physiques sont également importantes dans les pays en développement où Internet et les bases de données ne sont pas faciles d'accès.

## Ressources utiles :

- Alliance africaine de l'économie circulaire  
<https://pacecircular.org/african-circular-economy-alliance>
- Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes  
(<https://pacecircular.org/latin-america-and-caribbean-circular-economy-coalition>)
- Résolution 6 du PNUE sur les déchets plastiques marins et les microplastiques  
(<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/28471/English.pdf?sequence=3&isAllowed=y>)
- Résolution 7 du PNUE sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets  
<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/28472/English.pdf?sequence=3&isAllowed=y>.
- Résolution 19 du PNUE sur la gouvernance des ressources minérales  
<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/28501/English.pdf?sequence=3&isAllowed=y>
- Le rôle de l'économie circulaire dans la résolution de la crise mondiale de la biodiversité  
<https://circulareconomy.earth/publications/the-role-of-the-circular-economy-in-addressing-the-global-biodiversity-crisis>.
- Systèmes intergouvernementaux, par exemple, le programme volontaire du PNUE sur les substances chimiques dans les produits  
<https://www.unep.org/explore-topics/chemicals-waste/at-whwe-do/emerging-issues/chemicals-products>
- Systèmes législatifs, par exemple, la base de données SCIP de l'UE pour les substances extrêmement préoccupantes  
<https://echa.europa.eu/sv/scip>
- Design for Environment - système de certification gouvernemental  
<https://www.epa.gov/saferchoice>
- Programmes de transparence interne de l'industrie, par exemple, dans le système international de données sur les matériaux (IMDS) de l'automobile  
<https://www.mdssystem.com/>
- BASTA - système de certification de l'industrie  
<http://www.bastaonline.se/searchpage-en/?q=&>
- GOTS – totalement indépendant  
[GOTS la principale norme textile biologique - GOTS \(global-standard.org\);](https://www.global-standard.org/)
- Le secteur automobile a la liste mondiale des substances déclarables dans l'automobile - des seuils de 0,1 % (ou inférieurs dans certains cas)  
[www.mdssystem.com/index.jsp](http://www.mdssystem.com/index.jsp)
- Le Cradle-to-Cradle Product Innovation Institute fixe le seuil de déclaration à 1 000 ppm (0,1 %) pour les produits chimiques dont l'utilisation est interdite dans les produits certifiés Cradle-to-Cradle  
[www.c2ccertified.org](http://www.c2ccertified.org)
- Les microplastiques comme chevaux de Troie pour les métaux traces. Journal des matières dangereuses Lettres 2, 1-6  
(<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S266691102100023X/pdf?md5=b07e8065a5891907244cbbc82d3e134e&pid=1-s2.0-S266691102100023X-main.pdf>);
- Cartographie des flux mondiaux de produits chimiques : des matières premières fossiles aux produits chimiques. Sciences et technologies de l'environnement. 52(4), 1725-1734.  
<https://pubs.acs.org/doi/10.1021/acs.est.7b04573>
- Norme mondiale de transparence minimale  
<https://www.globalchemicaltransparency.org/>
- Norme mondiale minimale de transparence (GMTS) pour les produits chimiques dangereux dans les produits : un outil manquant mais essentiel pour la protection de la biodiversité  
<https://www.globalchemicaltransparency.org/#a13lightbox-work-12559>
- Stratégie pour la durabilité des produits chimiques – vers un environnement sans produits toxiques  
<https://ec.europa.eu/environment/pdf/chemicals/2020/10/Strategy.pdf>
- UNEP/EA.4/Res.8 sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets  
<http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/28518/English.pdf?sequence=3&isAllowed=y>

---

**CdP CiP** :Le Secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et la Division de la santé environnementale de l'Université du Cap (UCT) ont créé cette communauté de pratique (CoP) pour favoriser les discussions en ligne et aborder les questions clés sur les produits chimiques dans les produits (CiP) entre les parties prenantes des gouvernements, des organisations internationales, de l'industrie, des universités et de la société civile.

Cette CoP contribue au projet SAICM/GEF sur la composante de gestion des connaissances sur les questions politiques émergentes en matière de produits chimiques. Cette activité est soutenue par le projet ID: 9771 du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur les meilleures pratiques mondiales sur les questions émergentes de politique chimique dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM).

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter le secrétariat de la SAICM à l'adresse [saicm.chemicals@un.org](mailto:saicm.chemicals@un.org) ou l'UCT à l'adresse [uctcops@outlook.com](mailto:uctcops@outlook.com).

Rejoignez la CoP CiPs sur: <https://saicmknowledge.org/community>

**Avertissement:** Les informations contenues dans ce résumé représentent les opinions des membres participants de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Secrétariat de la SAICM, du FEM ou de l'UCT, et la citation de noms commerciaux ou de processus commerciaux ne constitue pas non

